

Crozon

Fusion avec Brest métropole. Adeliso s'interroge à son tour

L'association de défense de l'environnement Adeliso (Association de défense du littoral Sud-Ouest de la presqu'île de Crozon) a tenu à réagir à son tour sur le projet de rapprochement entre la communauté de communes et Brest métropole.

« (...) Si nous avons fait le choix d'habiter en Presqu'île, à temps plein ou en résidence de vacances, et non à Brest, ou dans une autre grande ville, c'est avant tout pour le contact rapproché avec la nature, pour y trouver le calme, la tranquillité, des paysages que nous parcourons à pied ou à vélo, indique Adeliso. Notre choix ne s'est pas porté en priorité sur des activités citadines, cinéma, spectacles, etc., qu'offre ce type de métropoles. Or, ici, les chemins de randonnées sont déjà très fréquentés, trop diraient certains. Attirer les Brestoïses en faisant de la presqu'île une banlieue de Brest, ce serait multiplier encore les randonneurs qui sont déjà légion, et risquer de dénaturer un peu plus encore l'ensemble de nos sites naturels. Lorsque ce cadre de vie exceptionnel sera détruit, les touristes finiront par fuir. Est-ce ce que les commerçants souhaitent ? Une fréquentation plus intensive ne signifiera pas pour autant un taux de consommation plus important ».

Au sujet de l'accès à la fibre optique, Adeliso se demande en quoi le rapprochement avec Brest va améliorer la situation.

« Choisir Brest métropole, c'est choisir de s'associer à un gros "riche" pour espérer profiter de ses largesses, estime Adeliso. Mais c'est aussi être "tracté", voire absorbé, et ne plus être maître de ses décisions. Fusionner avec nos voisins qui présentent un profil géographique et économique similaire, avec des entités proches des nôtres, demanderait de travailler à un développement possible ensemble. Est-ce trop dur pour nos élus ? Y aurait-il trop d'ego à abandonner ? », s'interroge Adeliso.

« Un silence assourdissant des administrés »

« Le silence des administrés est assourdissant. Notons que le questionnaire sur ce sujet (...) n'a pas été distribué dans les boîtes aux lettres. Il faut se le procurer soit à la com.com à Kerdanvez, soit sur Internet. Tant pis pour les autres citoyens ! De plus, il n'y figure aucun des avantages que nous aurions à cette fusion. Cela laisse un boulevard aux élus. Pourquoi se gêneraient-ils de décider pour nous en absence de réaction de notre part ? (...) », termine l'association.